



**Monsieur Nicolas Sarkozy**  
Président de la République  
Palais de l'Élysée  
55, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 Paris

Paris, le 24 janvier 2008

**Objet : Participation du chef de l'Etat et association de la société civile à la conférence internationale de Doha sur le financement du développement**

Monsieur le président de la République,

Du 29 novembre au 2 décembre 2008 se tiendra à Doha (Qatar) la Conférence des Nations unies sur le financement du développement, six ans après celle de Monterrey (Mexique), en 2002. A mi-parcours des objectifs du Millénaire pour le développement, la communauté internationale est loin d'avoir entrepris tous les efforts nécessaires pour leur réalisation. Ces engagements non tenus se traduisent, chaque jour, en dizaines de milliers de vies humaines, victimes de la malnutrition ou de l'absence de soins, que nous pourrions épargner.

L'échéance de 2015 approche rapidement. La non-atteinte des objectifs sociaux minimaux fixés en 2000 par les Nations unies constituerait une faillite collective de la communauté internationale. Il est grand temps d'agir. La conférence de Doha constitue une étape déterminante afin que tous les moyens et toutes les politiques soient mises en œuvre pour la satisfaction des droits essentiels des populations. Au 1<sup>er</sup> juillet, vous exercerez la présidence du Conseil de l'Union européenne. Il vous reviendra alors de montrer que la France, comme elle s'y est engagée à Monterrey, « *reste engagée* » pour faire des objectifs du Millénaire une réalité.

C'est pourquoi nous vous demandons, Monsieur le président de la République, de vous rendre personnellement à la conférence de Doha pour y porter le discours volontariste de la France. Vous ne sauriez démontrer de façon plus claire l'importance que notre pays accorde à la solidarité internationale et au respect des droits humains. La conférence de Doha est une des grandes conférences qui, tous les deux ou trois ans, sert de carrefour et de référence à la communauté internationale. Nous pensons que la France doit demander à ce que les représentations soient assurées au plus haut niveau et s'engage elle-même dans cette voie.

Nous souhaitons, par ailleurs, que soit précisé dans les meilleurs délais le dispositif intergouvernemental en amont de Doha, qui permettra de mettre en cohérence la voix et les

politiques portées par la France afin que les pays du Sud puissent financer leur développement. Cette clarification permettra également au gouvernement de mieux associer la société civile à l'élaboration des priorités de la France.

Comme vous le savez, de nombreux pays ont l'habitude d'inviter, pour ce type d'échéance, des représentants de la société civile à participer à leur délégation nationale. Cette pratique est, en France, aléatoire. Il ne s'agit pas, pour les organisations de la société civile, de participer à la négociation ou de s'exprimer au nom de la France mais, comme nos partenaires, notamment européens, d'avoir accès au centre de conférence et de travailler à partir d'informations directes plutôt que sur celles provenant d'associations ou syndicats membres d'autres délégations.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le président de la République, l'expression de notre très haute considération.

Michel Roy  
Publiez ce que vous payez

Henri Rouillé d'Orfeuil  
Coordination SUD

Gérard Gourguechon  
Plate-forme Paradis fiscaux et judiciaires

Jean Merckaert  
Plate-forme Dette & Développement